

DOSSIER DE PRÉSENTATION : FICHE 2-5

MISE EN PLACE DES CONSEILLERS AUX DÉCIDEURS LOCAUX AU 1^{ER} JANVIER 2022

1. LA DESCRIPTION DU PROJET

1.1 PRÉSENTATION DU PROJET

→ Le cadre national

Le nouveau réseau pour la gestion du secteur public local sera structuré suivant une ligne de partage entre d'une part des services de gestion comptable (SGC) et d'autre part des cadres de la DGFIP chargés du conseil aux ordonnateurs locaux (les « conseillers aux décideurs locaux »).

Le conseiller aux décideurs locaux (CDL) sera entièrement dédié au conseil auprès des collectivités locales (élus, directeurs des services, secrétaire de mairie...). Il s'agira d'un cadre aux compétences reconnues, formé aux problématiques du secteur public local et disposant d'une parfaite connaissance de la cartographie des métiers de la DGFIP (afin de pouvoir solliciter les services « sachants » quelle que soit la demande du décideur local). La mise en place de ce nouvel acteur permettra de renforcer et améliorer le conseil et l'appui à la gestion des collectivités locales, particulièrement celles de taille modeste.

Déchargés de toutes les tâches de gestion, ces cadres seront des interlocuteurs privilégiés des ordonnateurs. Leur champ d'intervention géographique sera plus réduit que celui du SGC afin d'assurer aux élus l'expertise et la disponibilité requises. Leur bureau sera situé au sein même des territoires de leur compétence. Ils pourront également disposer d'un espace de travail au sein du SGC et de la DR/DDFiP (par exemple un espace commun et partagé avec les autres conseillers du réseau). **Ils seront rattachés hiérarchiquement et fonctionnellement à la DR/DDFiP.** À titre dérogatoire et transitoire, ils pourront exceptionnellement être rattachés au comptable du SGC. Ce choix sera arrêté à l'issue de la concertation. En tout état de cause, l'animation du réseau de ces cadres sera assurée par la DR/DDFiP.

Les conseillers aux décideurs locaux seront chargés du conseil régulier auprès des ordonnateurs de leur territoire de compétence avec par exemple :

- l'appui à la confection des budgets primitifs (en lien avec les bases de fiscalité directe locale et le vote des taux) ou modificatifs. Ce type d'intervention peut se compléter d'une analyse financière (rétrospective ou prospective) ;
- la transmission régulière d'analyses rétrospectives simplifiées et des commentaires du tableau de bord financier issu de l'application Delphes ;
- **la pédagogie sur la réglementation et le dialogue avec l'ordonnateur par exemple en cas de désaccord récurrent sur une même typologie de rejet de mandat ou une imputation comptable ;**
- en matière de qualité comptable et de contrôle interne, la restitution auprès de l'ordonnateur des résultats du contrôle hiérarchisé des dépenses, de l'indice de qualité des comptes locaux, ainsi que des contrôles effectués sur les régies ;
- en matière de recouvrement des produits locaux, l'appui à la mise en place d'autorisations générales de poursuites et à la constitution de provisions pour créances douteuses ;
- **en matière de fiscalité directe locale, rythmée par le calendrier de la campagne annuelle, le soutien méthodologique en amont des prises de délibérations et/ou lors du vote des taux ;**
- **l'appui en matière de valorisation des bases fiscales ;**
- en matière de fiscalité commerciale, la sensibilisation de premier niveau sur les règles applicables dans ce domaine aux interventions des collectivités locales.

Par ailleurs, un conseil thématique ciblé en fonction de l'actualité des réformes pourra être mis en place. Les conseillers pourront ainsi être mobilisés pour apporter de l'information sur des chantiers majeurs tels que la réforme de la fiscalité directe locale, le compte financier unique, la mise en place d'organisations mutualisées

(contrôle allégé en partenariat ou SFACT) ou les divers sujets dématérialisation / moyens de paiement / réingénierie des processus liés à la mise en œuvre du décret du 1^{er} août 2018 (obligation d'offre d'un moyen de paiement dématérialisé...) en lien avec la direction.

En outre, un conseil à la carte, en fonction des besoins des collectivités, complétera le dispositif. Les conseillers aux décideurs locaux seront en mesure de produire, avec l'appui du comptable, de la direction et de la mission régionale de conseil aux décideurs publics, des prestations pour répondre à des demandes spécifiques des collectivités. Ils seront le point d'entrée pour toute demande d'analyse financière et pourront eux-mêmes proposer spontanément une analyse financière prospective pour expertiser la solidité financière et la faisabilité de tout projet dont la DGFIP aurait connaissance.

Par ailleurs, l'expérience en matière de conseil aux collectivités locales montre que les collectivités peuvent solliciter des conseils bien au-delà de la simple demande d'analyse financière, sur des sujets variés (conseils divers en matière d'appui aux projets, juridique, marchés publics, imputation comptable, éligibilité au FCTVA, etc.) et potentiellement complexes.

→ **La déclinaison locale**

En Charente-Maritime, le projet NRP prévoit la création de 14 postes de conseillers aux décideurs locaux.

Au titre de 2021, 7 postes de conseillers aux décideurs locaux ont été implantés. 3 au 1^{er} janvier 2021 :

- 1 CDL implanté sur les territoires de la CDC de l'Ile d'Oléron et de la CDC du Bassin de Marennes ;
- 1 CDL implanté dans le ressort de la CDA Rochefort Océan ;
- 1 CDL implanté sur les territoires de la CDC de Gémovac et de la CDC Cœur de Saintonge ;

4 ont été mis en place au 1^{er} septembre 2021 :

- 1 CDL implanté sur la CDA Royan Atlantique (CARA) ;
- 1 CDL implanté sur le territoire de la CDA de Saintes ;
- 2 postes de CDL implantés sur le territoire de la CDC Vals de Saintonge (un poste positionné à Saint-Jean d'Angély et l'autre à Matha).

Postes créés	SGC de rattachement
1^{er} janvier 2022	
1 poste de CDL implanté sur les territoires de la CdC Ile de Ré et de la CDA La Rochelle en charge de l'EPCI, de la ville et du CCAS de La Rochelle	SGC de LA ROCHELLE (création 01/01/22)
3 postes de CDL implantés sur le territoire de la CDC de la Haute-Saintonge : 1 implanté à Jonzac, 1 à Pons et 1 à Montlieu-la-Garde.	SGC de JONZAC
1^{er} septembre 2022	
1 poste de CDL implanté sur la CdA LA ROCHELLE en charge des communes de banlieue de la CDA La Rochelle	SGC FERRIERES (création 01/09/2022)
1 poste de CDL sur la CDC Aunis Sud	
1 poste de CDL sur la CDC Aunis Atlantique	

Le CDL implanté en parallèle de la mise en place du SGC de La Rochelle interviendra dans le conseil de la CdC de l'Ile de Ré et de ses 10 communes membres. Il assurera également le conseil de la Communauté d'agglomération de La Rochelle, de la ville de La Rochelle et de son CCAS.

Trois CDL seront installés sur le territoire de la CDC de la Haute-Saintonge.

Un CDL A+, installé à Jonzac, prendra en charge le conseil de l'EPCI.

Le conseil de l'ensemble des communes de la CdC de la Haute-Saintonge sera réparti entre ce conseiller et les deux autres conseillers. La répartition sera faite en tenant compte de la cohérence géographique et en recherchant l'équilibre des portefeuilles (cf. annexe présentant la liste des collectivités par CDL).

1.2 LES EMPLOIS CONCERNÉS

Les emplois cibles concernés par la mise en place de CDL au 1^{er} janvier 2022 se détaillent comme suit :

Emplois des services directement concernés			
Emplois implantés (TAGERFIP au 01/01/2022)			
	A+	A	Total
Conseillers aux décideurs locaux	8	3	11
Total	8	3	11

2. LA CONDUITE DU PROJET

2.1 LE PILOTAGE DU PROJET

Le pilotage du projet

Le pilotage opérationnel national des opérations liées au nouveau réseau de proximité est confié à une direction de projet dédiée.

Le pilotage opérationnel local est assuré par un comité de pilotage réunissant le directeur, le responsable du pôle Métiers et son adjointe, le responsable du pôle Moyens et Stratégie, la responsable de la Mission Risques Audit, la responsable BIET, le responsable RH et la mission organisation stratégie et communication, à raison de deux réunions par mois depuis le 1^{er} septembre 2020. Des rétroplannings par opérations sont actualisés à l'occasion de ces réunions en fonction de l'avancement des projets.

La programmation et le suivi des travaux sont réalisés par la mission budget, immobilier et environnement de travail.

Le calendrier du projet

Phase de concertation	Envoi du projet de la direction locale aux parlementaires, au président du conseil départemental et au représentant de l'association des Maires le 6 juin 2019.	6 juin 2019
	Diffusion du projet et des cartes associées auprès des représentants du personnel et des cadres et agents du réseau	6 juin 2019
	Présentation aux chefs de services et cadres A	Collège des chefs de service : 11 juin 2019 (projet), 4 septembre (projet modifié suite concertation), 26 novembre 2019 (calendrier) Convention des cadres A : 19 juin 2019
	Rencontre avec les élus locaux	24/07/19 : M. Lionel Quillet, CDC Ile de Ré 16/10/19 : M. Claude Belot, CdC Haute-Saintonge 02/10/20 : Mme Mylène Robert, maire de Mirambeau, M. Nicolas Morassutti, maire de Montlieu-la-Garde et M. Christophe Cabri, maire de Jonzac 17/11/20 : M. Jean-François Fontaine, CDA La Rochelle 27/05/21 : Maires de la CDA La Rochelle 10/11/2021 : Mylène Robert, maire de Mirambeau et M. Nicolas Morassutti, maire de Montlieu (à venir)

L'état d'avancement du projet	Présentation du projet aux responsables des services concernés	Groupes de travail « CDL » du 03/09/2020 et du 09/10/2020
Les étapes à venir	Vote en comité technique local	15/10/2021
	Travaux	Pas de travaux nécessaires à l'installation des CDL.
	Installation des agents	<p>Les CDL disposeront d'un bureau dans les locaux de l'EPCI, d'un espace de travail au sein du centre des finances publiques, lieu d'implantation de chaque SGC et d'un espace de co-working dans les locaux de la DDFIP.</p> <p>Au 1^{er} janvier 2022, le CDL en charge de la CdC de l'Île de Ré, de la CDA, de la ville et du CCAS de La Rochelle sera installé dans les locaux de la DDFIP à Fétilly.</p> <p>Les trois CDL implantés sur le territoire de la CdC de la Haute-Saintonge disposeront d'un bureau individuel dans les locaux du Centre des finances publiques de Jonzac.</p> <p>Des contacts sont en cours avec les collectivités pour déterminer le lieu d'implantation du bureau des CDL à Pons et à Montlieu-la-Garde.</p> <p>L'installation d'un bureau dans les locaux des EPCI se fera progressivement au fur et à mesure de la mise à disposition des locaux par les collectivités.</p>

2.2 LA COMMUNICATION AUTOUR DU PROJET

Au plan national

Auprès des personnels concernés	<p>Messages du ministre et du directeur général en ligne sur Ulysse national</p> <p>Ouverture d'un nouvel espace « Nouveau réseau de proximité » sur l'intranet Ulysse national, au sein duquel les agents peuvent trouver les dernières actualités sur le projet, les réponses à leurs questions les plus courantes via des documents « questions/réponses » sur les différents aspects du projet, les cartes des projets ainsi que la liste des référents NRP.</p>
Auprès des instances du dialogue social	<p>Réunions CT au cours du premier semestre 2019</p> <p>Groupes de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> le 10 septembre 2019 sur la nouvelle organisation du réseau déconcentré SPL ; le 24 septembre 2019 sur le volet RH du nouveau réseau de proximité ; le 26 septembre 2019 sur la démarche stratégique et le nouveau réseau de proximité. <p>CTR réuni en formation CHS-CT le 20 septembre 2019 afin de présenter la méthode de prise en compte dans les différents projets de réorganisation relatifs au nouveau réseau de proximité des conséquences en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.</p>

Au plan local

Auprès des personnels concernés	Mise en place d'un espace pérenne sur l'intranet local où est déposée toute la documentation utile pour les agents.
---------------------------------	---

	<p>Ouverture d'une boîte fonctionnelle locale « nouveaureseau17@dgfip.finances.gouv.fr » où chaque agent peut poser la question de son choix à laquelle le référent NRP est chargé de répondre.</p> <p>Service des Ressources humaines local mobilisé et à la disposition de tout agent désirant évoquer sa situation individuelle au regard du projet et de ses conséquences professionnelles et personnelles pour l'agent.</p> <p>Messages Ulysse local :</p> <p>07/06/2019 du Directeur général : lancement concertation NRP ;</p> <p>07/06/2019 du Directeur départemental : projet carte NRP à l'horizon 2022 et détail de l'implantation des services ;</p> <p>14/06/2019 : collège exceptionnel des chefs de service – présentation du NRP et de sa déclinaison locale ;</p> <p>29/05/2020 : report de la création du SDIF ;</p> <p>17/07/2020 : mise en place progressive des accueils de proximité (Montendre, Aulnay, Tonnay-Charente en 2020) ;</p> <p>16/09/2020 : accompagnement des agents – appel à un cabinet spécialisé en organisation du travail et en risques psychosociaux.</p>
Après des instances du dialogue social	<p>– Réunions informelles avec les organisations syndicales le 11/06/2019 (présentation projet carte NRP) et le 04/09/2019 (aménagement du réseau envisagés suite à la phase de concertation)</p> <p>- Questions diverses CTL du 10/07/2020 (sur éventuelles modifications du calendrier NRP dans le contexte Covid)</p> <p>– CTL du 30 novembre 2020 (Opérations de réorganisations au 1^{er} janvier 2021 – Fiche 2-4 CDL)</p> <p>– CTL du 8 avril 2021 (Application des règles de mutation pour le mouvement local dans le cadre de NRP)</p> <p>– CTL du 14 juin 2021 et du 23 juin 2021 (Opérations de réorganisations au 1^{er} septembre 2021 – Fiche 2-4 CDL).</p>

2.3 LA PARTICIPATION DES AGENTS

La mise en place des conseillers aux décideurs locaux a fait l'objet d'une présentation à l'ensemble des chefs de service du département (collège des chefs de service, réunion cadres A).

2.4 LA MOBILISATION DE RESSOURCES SPÉCIFIQUES

Les équipes immobilier, logistique ainsi que les services informatiques sont mobilisés pour permettre l'installation des agents dans les meilleures conditions.

3. CONSÉQUENCES SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL

3.1 LE TRAVAIL RÉEL

→Conséquences sur l'organisation du travail

Description des modifications dans l'exercice du travail réel

La création du CDL consiste en une spécialisation d'un agent sur les tâches de conseil auprès des décideurs de collectivités locales, tâches auparavant exercées par un comptable chargé de la gestion financière et comptable des collectivités locales concernées. Cette spécialisation renforcée sur la mission de conseil, les changements éventuellement induits sur la ligne hiérarchique, et l'absence de fonctions managériales sont les principales évolutions induites qu'il revient de signaler ici. De même, les fonctions de CDL solliciteront

fortement les compétences relationnelles de l'agent qui les exercera.

Le CDL assure une mission de conseil de trois niveaux : régulière suivant les échéances annuelles rythmant la vie de la collectivité, thématique en fonction de l'actualité des réformes et personnalisée en fonction des besoins des collectivités.

Certaines missions sont exercées en propre par le CDL et d'autres sont partagées avec le Service de gestion comptable.

Les échanges réguliers entre les SGC et les CDL, sous l'autorité du directeur, sont à cet égard décisifs pour la réussite du nouveau dispositif. Un travail collaboratif, en amont, avec le responsable du SGC, dans le cadre d'un point hebdomadaire, sera un préalable à toutes actions menées par le CDL envers les élus. En cas de désaccord entre les deux parties, c'est la direction dont dépendront hiérarchiquement les CDL qui tranchera.

Des points d'étape réguliers seront organisés par la DDFIP avec l'ensemble des CDL. Les CDL seront en outre associés à l'ensemble des réunions « métier » organisées par la direction locale.

Pour l'exercice de ses missions, le CDL pourra s'appuyer sur l'expertise des services de la direction. La mission SPL interviendra en « back office » si nécessaire. Un chargé de mission au sein de la mission SPL est désigné comme point d'entrée pour l'ensemble des CDL.

Un dispositif de formation personnalisée est en outre mis en place avec chaque CDL.

3.2 LES AMBIANCES PHYSIQUES DE TRAVAIL

Néant.

3.3 LE MOBILIER, LES OUTILS ET ÉQUIPEMENTS

Chaque CDL sera équipé d'un ordinateur portable avec une connexion VPN. Un smartphone sera attribué. Une solution d'impression et un scanner seront mis à disposition des CDL. Chaque fois que cela sera possible, les CDL disposeront d'un bureau individuel dans le CDFIP où seront installés leurs SGC de rattachement.

Une BALF sera créée pour les CDL pour chacun des EPCI gérés sous la forme : cdl. « intitulé EPCI »@dgfip.finances.gouv.fr.

Une boîte générique ddfip17.cdl@dgfip.finances.gouv.fr a également été créée au 1^{er} janvier 2021. L'ensemble des CDL et le pôle animation et métiers de la DDFIP y ont également accès. Elle permet d'assurer un pilotage et un suivi des missions.

4. L'ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISÉ DES AGENTS

4.1 LE DISPOSITIF DE FORMATION PROFESSIONNELLE

Un parcours de formation sera proposé chaque année aux CDL nouvellement nommés sur la mission :

- organisée localement (par région voire interrégion ou département, en fonction des effectifs à former), une formation socle obligatoire de 5 jours sera assurée par des formateurs locaux sur la base de modules nationaux en cours d'élaboration ;
- en fonction de son profil et de ses besoins, le CDL complètera son parcours en approfondissant ses connaissances par des formations complémentaires issues du catalogue de formation continue existant (environ 25 modules seront ouverts sur différentes thématiques : budgets, analyse financière, comptabilité, recouvrement, FDL, communication).

Pour les quatre CDL entrant au fonction au 1^{er} janvier 2022, une grille d'évaluation des besoins de formation sera complétée. Un parcours de formation individualisé sera établi en complément de la formation-socle de 5 jours.

4.2 L'ACCOMPAGNEMENT RH INDIVIDUALISÉ

Tout agent devant changer d'affectation dans le cadre de la mise en place du CDL peut prétendre dans les conditions habituelles au bénéfice de la prise en charge des frais de changement de résidence, de la prime de restructuration de service et du complément indemnitaire d'accompagnement.

Outre ces mesures d'accompagnement financier, les anciens comptables non repositionnés sur un emploi de chef de SGC, d'adjoint ou de conseiller pourront participer aux mouvements comptables dans les conditions générales.

4.3 LA PRISE EN COMPTE DE SITUATION SOCIALE PARTICULIÈRE

Les CDL sont des agents nomades qui disposent à ce titre de plusieurs espaces de travail et peuvent recourir ponctuellement au télétravail.

ANNEXES

1	Liste des communes relevant des portefeuilles des trois conseillers aux décideurs locaux de la CdC de la Haute-Saintonge.
---	---

Dossier de présentation actualisé au 30 septembre 2021

Annexe 1

CdC de la Haute-Saintonge

- Répartition des collectivités par portefeuille pour chaque CDL -

- CDL implanté à Jonzac :

– CdC de la Haute-Saintonge

– AGUDELLÉ, ALLAS-CHAMPAGNE, ARCHIAC, ARTHENAC, BRIE-SOUS-ARCHIAC, CELLES, CHADENAC, CHAMPAGNAC, CHAUNAC, CIERZAC, CLAM, CLION, COULONGES, ECHEBRUNE, FONTAINES D'OZILLAC, GERMIGNAC, GUITINIERES, JARNAC-CHAMPAGNE, LEOVILLE, LONZAC, LUSSAC, MARIGNAC, MEUX, MORTIERS, NEUILLAC, NEULLES, OZILLAC, REAUX SUR TREFLE, SAINT-CIERS CHAMPAGNE, SAINT-EUGENE, SAINT-GEORGES ANTIGNAC, SAINT-GERMAIN DE LUSIGNAN, SAINT-GERMAIN DE VIBRAC, SAINT-MAIGRIN, SAINT-MARTIAL DE VITATERNE, SAINT-MARTIAL SUR NE, SAINT-MEDARD, SAINT-SIMON DE BORDES, SAINT-SIGISMOND DE CLERMONT, SAINTE LHEURINE, VIBRAC, JONZAC, VILLEXAVIER.

- CDL implanté à Pons :

AVY, BELLUIRE, BIRON, BOUGNEAU, BRIVES-SUR-CHARENTE, CHAMPAGNOLLES, FLEAC SUR SEUGNE, GIVREZAC, MAZEROLLES, MOSNAC, PERIGNAC, PONS, SAINT-GENIS DE SAINTONGE, SAINT-GERMAIN DU SEUDRE, SAINT-LEGER, SAINT-SEURIN DE PALENNE, SAINT-GREGOIRE D'ARDENNES, SAINT-PALAIS DE PHIOLIN, SALIGNAC SUR CHARENTE, LORIGNAC, PLASSAC, SAINT-CIERS DU TAILLON, SAINT-FORT SUR GIRONDE, SAINT-QUANTIN DE RANCANNES, ALLAS-BOCAGE, BOISREDON, CONSAC, MIRAMBEAU, NIEUL LE VIROUIL, SAINT-BONNET SUR GIRONDE, SAINT-DIZANT DU BOIS, SAINT-GEORGES DES AGOUTS, SAINT-HILAIRE DU BOIS, SAINT-MARTIAL DE MIRAMBEAU, SAINT-SORLIN DE CONAC, SAINT-DIZANT DU GUA, SAINT-THOMAS DE CONAC, SAINTE RAMEE, SALIGNAC DE MIRAMBEAU, SEMILLAC, SEMOUSSAC, SOUBRAN et BOIS.

- CDL implanté à Montlieu-la-Garde :

BEDENAC, BORESSE ET MARTRON, BOSCAMNANT, BRAN, BUSSAC-FORET, CERCOUX, CHATENET, CHEPNIERS, CHEVANCEAUX, CLERAC, CORIGNAC, EXPIREMONT, JUSSAS, LA BARDE, LA CLOTTE, LA GENETOUZE, LE FOUILLOUX, LE PIN, MERIGNAC, MESSAC, MONTENDRE, MONTGUYON, MONTLIEU LA GARDE, NEVICQ, ORIGNOLLES, POLIGNAC, POMMIERS-MOULONS, POUILLAC, SAINT-MARTIN D'ARY, SAINT-PALAIS DE NEGRIGNAC, SAINT-PIERRE DU PALAIS, SAINT-AIGULIN, SAINT-MARTIN DE COUX, SAINTE COLOMBE, SOUSMOULINS, TUGERAS-ST-MAURICE, VANZAC, CHAMOUILAC, CHARTUZAC, COUX, ROUFFIGNAC, SOUMERAS et COURPIGNAC.